



Premier ministre

*Service Communication*

Hôtel de Matignon, le 11 janvier 2019

**Discours de M. Édouard PHILIPPE, Premier ministre  
à la Chambre de Commerce et d'Industrie (IHK) de Cologne**

**Allemagne**

**Jeudi 10 janvier 2019**

*Seul le prononcé fait foi*

Sehr geehrter Ministerpräsident,  
sehr geehrte Bürgermeisterin,  
sehr geehrte Geschäftsführerinnen und Geschäftsführer,  
meine sehr geehrten Damen und Herren,

“*Man ist nicht ernst, wenn man siebzehn Jahre alt ist.*” Vielleicht kennen Sie diesen berühmten Vers des französischen Dichters Arthur Rimbaud, der ursprünglich aus der Region Ardennes stammt. Der Zufall – ein glücklicher Zufall – wollte, dass ich diese mehr oder weniger sorglose Zeit in Bonn erlebte. Die Stadt, die von 1986 (neunzehnhundertsechundachtzig) bis 1988 (neunzehnhundert-achtundachtzig) mein Zuhause war. Die Stadt, in der ich mein Abitur absolvierte. Erfolgreich, da ich mit siebzehn Jahren doch schon recht ernst war. Die Stadt, dank der ich die deutsche Kultur kennenlernen durfte. Dank der ich die deutsche Sprache erlernte und Einblicke erlangte in die deutsche Literatur und Architektur, für die der Kölner Dom ein atemberaubendes Beispiel ist. Die Stadt, dank der ich auf eine äußerst konkrete Art und Weise erfahren durfte, was es bedeutet, Europäer zu sein. Gewiss, Franzose. Aus der Normandie, selbstverständlich. Aber auch, was es bedeutet, Europäer zu sein. Man könnte sagen „In Bonn wurde ich zum Europäer“. Ich freue mich, dreißig Jahre später in das Friedrich-Ebert-Gymnasium zurückzukehren. Einen Ort, aber auch eine Atmosphäre wiederzuerkennen. Bekannte Gesichter zu sehen. Dabei denke ich an den ehemaligen Schulleiter des Friedrich-Ebert-Gymnasiums, an frühere Lehrer und insbesondere an meine damalige Deutschlehrerin, der ich hoffentlich heute Abend zur Ehre gereiche. Außerdem hatte ich das Vergnügen, mich mit meinen brillanten Nachfolgerinnen und Nachfolgern auszutauschen. Dieses jährliche Abendessen, zu dem Sie mich freundlicherweise eingeladen haben, ist der wohl bestmögliche Abschluss eines intensiven und bewegenden Tages. Ein Tag, der für mich im Zeichen der Dankbarkeit, für das, was Deutschland mir, dem jungen Gymnasiasten aus Frankreich, gegeben hat, und im Zeichen der Freundschaft steht.

In einer Stadt römischen Ursprungs – denn soweit ich weiß verdankt Köln seine Entstehung dem berühmten Germanicus – berichte ich Ihnen wohl kaum etwas Neues, wenn ich Ihnen erzähle, dass das Wort « Januar » - oder zumindest das französische Wort „janvier“ - vom römischen Gott « Janus » abgeleitet ist. Der Gott der Anfänge, der Enden und der Entscheidungen. Entscheidungen haben wir in Frankreich 2018 einige getroffen. Tiefgreifende Entscheidungen. Weittragende Entscheidungen.

Et pour vous parler de ces décisions, je vais passer au français. Car j'ai bien conscience, Mesdames et Messieurs, que ce début de discours en allemand était difficile pour moi, mais qu'il était également pénible pour vous.

Les choix dont je parlais qui ont été faits en France, qui ont été annoncés pendant la campagne du président de la République en 2017 et qui sont mis en œuvre depuis 2017, c'est le choix de la compétitivité et de l'attractivité.

La compétitivité de l'économie française est un besoin évident et il y aurait quelque chose d'absurde, d'inutile et de même presque insultant d'expliquer dans cette assemblée l'intérêt qu'il peut y avoir à essayer d'accroître la compétitivité d'une économie.

Mais notre sentiment, et l'analyse du président de la République est qu'une partie de la solution – une partie seulement – au problème que connaît la France passait par un accroissement, un rétablissement de la compétitivité de l'économie française.

Et pour améliorer cette compétitivité, nous avons décidé de prendre des mesures dans au moins trois champs très importants.

Le premier qui est essentiel, il est essentiel en France, il est essentiel en Allemagne, il est essentiel pour toute l'Europe, c'est l'intelligence. La source essentielle de la compétitivité de nos économies, c'est également vrai en Allemagne et en France, c'est notre intelligence collective, elle est déjà considérable, c'est évident. Et cette intelligence passe par un effort soutenu dans tous les domaines de la formation, de l'éducation, de l'apprentissage, de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle. C'est la raison pour laquelle de façon cohérente, rapide mais progressive, nous avons fait le choix en France de transformer l'éducation, en rendant obligatoire la scolarité des enfants à partir de l'année prochaine dès l'âge de 3 ans ; en faisant en sorte de transformer le bac qui était et qui est toujours une institution à laquelle les Français sont très attachés, mais qui devait pouvoir évoluer pour être plus adaptée aux besoins de notre époque ; en transformant l'accès à l'université pour faire en sorte de mieux accompagner les lycéens et les lycéennes françaises et français dans leur choix de formation supérieure et pour éviter que le début de l'enseignement supérieur se traduise par un très grand nombre d'échecs, comme c'était le cas jusqu'à présent dans notre pays. Le choix de l'apprentissage, lors de mon premier déplacement officiel en Allemagne en 2017, après avoir rencontré Madame la Chancelière, j'ai choisi de me rendre dans une institution où on mettait en pratique les principes qui prévalent en Allemagne, s'agissant de l'apprentissage ; et qui sont évidemment des exemples incroyablement inspirants pour la France. C'est la raison pour laquelle, nous avons procédé à une transformation très profonde du système de l'apprentissage, pour faire en sorte que les branches économiques, les entreprises et les organisations d'entreprises puissent elles-mêmes définir leurs besoins, mettre en œuvre les procédures, les sélections, les investissements qui permettront de développer cet apprentissage qui est absolument nécessaire pour améliorer la compétitivité de

l'économie française. Cet effort sur l'intelligence et sur la formation n'est jamais à court terme spectaculaire ; et il n'est pas impossible qu'il ne soit même pas à court terme efficace. Mais il est le ressort de notre compétitivité à long terme, il est le ressort de notre richesse à long terme et je dirai même qu'il est le ressort de notre façon de vivre à long terme.

Le deuxième domaine dans lequel nous avons choisi d'investir lourdement ou, plus exactement, d'intervenir lourdement pour développer la compétitivité de l'économie française, c'est au fond tout ce qui relève de l'environnement économique. Et cela est passé par une transformation du dispositif fiscal, avec des mesures immédiates et des mesures annoncées, prévisibles sur les années qui viennent. Je pense par exemple à la diminution importante du taux de l'impôt sur les sociétés qui, dans les 5 années qui viennent, sera passé de 33,3, ce qui était un taux supérieur assez largement à la moyenne européenne à un taux de 25 % en 2022 pour l'ensemble des entreprises françaises. Au-delà de ces éléments de fiscalité, de baisse de la fiscalité qui pèse sur les entreprises, nous avons également voulu à la fois simplifier et alléger la fiscalité sur le capital, afin là encore d'encourager les Français mais aussi les Allemands à venir investir dans notre pays, à y trouver des conditions fiscales intéressantes, une main d'œuvre bien formée et les possibilités de produire dans de bonnes conditions pour toucher un marché dynamique.

Le troisième axe et c'est un axe essentiel, un axe sur lequel il appartient à un responsable politique français de s'exprimer avec prudence lorsqu'il a l'honneur de pouvoir l'évoquer en Allemagne, c'est celui de la maîtrise des finances publiques. Les finances publiques françaises sont caractérisées par le fait qu'elles ont connu, pendant les 10 dernières années, un accroissement considérable de la dette publique. L'écart entre la dette publique allemande et la dette publique française, dans les 10 dernières années, s'est accru probablement plus qu'il ne s'était jamais accru et que le différentiel est plus grand aujourd'hui entre nos deux pays qu'il n'a jamais été. Cette dette publique qui s'est accrue dans les 10 dernières années, elle s'est accrue alors même que pendant les 10 dernières années les dépenses publiques françaises augmentaient et le taux de prélèvement obligatoire et des impôts augmentaient. Cela veut dire que nous n'avons pas su, comme l'Allemagne a su le faire, transformer notre système pour faire en sorte à la fois de maintenir ce à quoi nous sommes attachés, d'améliorer les sujets sur lesquels les problèmes peuvent être pointés et de nous permettre de développer notre compétitivité. Il nous revient donc aujourd'hui, dans des circonstances qui ne sont pas toujours faciles, de procéder à cette transformation et à cette maîtrise des finances publiques. C'est un exercice difficile mais il est indispensable, et nous nous y sommes engagés avec le président de la République, avec l'ensemble du Gouvernement, ce qui nous a permis dès la fin de l'année 2017 de passer en dessous de la fameuse barre des 3 % et de revenir dans des déficits acceptables ; puis de diminuer en 2018 le déficit public et d'essayer de contenir cette habitude française de l'augmentation de la dépense, de l'augmentation du prélèvement obligatoire et de l'augmentation de la dette.

Il est toujours délicat, 19 mois après la nomination d'un Gouvernement, de vouloir tirer des conséquences ou un bilan définitif de ce qui a été entrepris. Mais j'observe que la croissance française est plutôt bonne, dans la bonne moyenne européenne, là où pendant les 10 dernières années elle a souvent été cantonnée très largement en dessous de la moyenne européenne. J'observe que les déficits diminuent, probablement pas assez vite, c'est vrai, mais ils diminuent. J'observe que les investissements étrangers sont repartis très fortement, à tel point que c'est en France qu'au cours de l'année 2018 les investissements industriels étrangers ont crû le plus rapidement et ont été les plus élevés en Europe.

J'observe que le chômage en France, qui reste à un niveau élevé, diminue lui aussi et que – et c'est peut-être au fond l'indicateur auquel je suis le plus sensible – nous avons depuis 2018 à nouveau une création nette d'emplois industriels, là où depuis 10 ans et plus l'industrie française supprimait des emplois. Il se crée aujourd'hui en France plus d'usines qu'il ne s'en ferme.

Ces indicateurs me laissent à penser que nous sommes sur la bonne voie. Est-ce assez rapide ? Probablement pas, est-ce que ces mesures suscitent l'enthousiasme ? Pas complètement.

Mais Mesdames et Messieurs, j'ai le souvenir de l'entretien que j'ai eu avec Madame MERKEL et avec le président STEINMEIER en septembre 2017. Lorsque je suis allé les voir, ils m'ont dit au fond tous les deux la même chose, ils m'ont dit : si vous voulez faire des réformes, il faut les faire tôt, il faut les faire vite et il faut les faire loin. Et puis ils m'ont dit ensuite que ça n'était pas quand on les faisait que c'était difficile, que c'était 18 mois après avoir commencé que c'était difficile. Et ils n'avaient pas tort.

Il ne vous aura pas échappé, si vous suivez l'actualité française, que depuis 2 mois une colère s'est exprimée. Et je voudrais ce soir en dire un mot, car je sais que vous regardez tous avec intérêt ce qui se passe en France. La colère qui a pris le nom de « mouvement des gilets jaunes » en France est une colère forte. Elle est d'autant plus forte qu'elle vient de loin et qu'elle a longtemps été muette.

Je ne crois pas, Mesdames et Messieurs, que cette colère soit un produit purement français. Je ne nie pas la part nationale de cette colère, j'aurai l'occasion d'y revenir, mais je crois que pour une partie de cette colère il y a comme une réplique de la grande crise financière que nos économies occidentales ont connue il y a 10 ans, en 2008. Au cours des 10 dernières années dans un très grand nombre de pays d'Europe, les niveaux de vie ont stagné ou baissé. En France, le pouvoir d'achat pendant 10 ans depuis 2008 a baissé. Les perspectives de nos concitoyens se sont obscurcies et dans le mouvement des gilets jaunes, j'ai vu des considérations relatives au pouvoir d'achat, j'ai vu des femmes et des hommes qui nous disaient : nous ne pouvons plus vivre dignement des fruits de notre travail - et les perspectives de nos enfants ne sont plus aussi bonnes que les perspectives que nous avons. Cette vérité française n'est pas exclusivement française, elle n'est pas sans lien avec les soubresauts politiques que connaît l'Italie. Elle n'est pas sans lien avec l'expression d'un certain nombre de revendications politiques ou de choix politiques qui ont été faits, y compris aux Etats-Unis. Elle n'est pas totalement sans lien avec le Brexit, elle s'exprime selon les formes de chaque génie national bien entendu, mais je crois qu'elle est plus générale qu'elle ne serait simplement française.

Alors bien entendu, je prends ma part de responsabilité de l'expression de cette colère. Comme le disait je crois Konrad ADENAUER avec cette humilité propre aux grands hommes d'Etat, je le cite en français : « *il n'est pas indispensable de garder toujours le même point de vue, personne ne peut nous empêcher de devenir plus intelligents.* » C'est vrai.

Cette colère qui s'exprime en France, elle exprime un besoin de pouvoir d'achat qui serait augmenté, elle exprime aussi un besoin de prise en considération. Il y a dans nos démocraties occidentales, en France c'est manifeste mais c'est probablement vrai ailleurs qu'en France, une partie de la population qui n'a plus le sentiment d'être vue ou reconnue ou entendue, peut-être même plus représentée, qui a le sentiment de ne plus avoir voix au chapitre. Et c'est aussi cette colère qui s'exprime et il faut évidemment l'entendre.

C'est la raison pour laquelle nous avons choisi de répondre de trois façons.

D'abord en répondant à ces besoins de pouvoir d'achat exprimés par une grande partie de la population française, à faire en sorte que le travail paie plus sans pénaliser la compétitivité des entreprises. Nous avons donc accéléré la mise en œuvre de mesures que nous avions prévues pour soutenir le pouvoir d'achat des salariés modestes. Au lieu d'attendre la fin du mandat, au lieu de le faire progressivement, nous avons accéléré. Nous avons également exonéré d'impôt, de charges sociales les heures supplémentaires, ce qui est à la fois bon pour le pouvoir d'achat, bon pour les entreprises et évidemment bon pour la compétitivité de notre économie. Nous avons fait en sorte que le travail paie plus, il est bien évident que ces décisions ont un impact sur le déficit français en 2019, dans la mesure où elles vont se traduire par une baisse de recettes. Mais notre souhait est de toujours contenir l'évolution de la dépense publique, nous n'allons donc pas abandonner nos efforts d'économies, de rationalisation pour une raison simple, c'est qu'il ne peut pas revenir à nos enfants de boucler nos fins de mois.

La deuxième série de réponses c'est la méthode. Si véritablement la colère qui s'exprime exige une prise en considération alors nous avons décidé avec le président de la République d'organiser un grand débat national. Bien sûr dans les démocraties, on débat de façon presque continue, à chaque élection les programmes et les personnalités s'opposent, les stratégies publiques se confrontent. Mais reconnaissons ensemble que les débats qui existent au moment des élections ne sont pas toujours les bons moments et n'offrent pas toujours les bons moyens pour évoquer les politiques publiques, la façon de mieux représenter nos concitoyens, la façon de mieux faire vivre la démocratie au niveau local ou au niveau national, la façon de repenser totalement la fiscalité, les conditions dans lesquelles on peut accompagner nos concitoyens qui sont confrontés à la transition écologique, alors même qu'ils n'ont pas forcément ni les instruments ni les moyens de s'y adapter. Bref ! Un grand débat qui portera sur quatre grandes thématiques et qui permettra à chaque français de s'exprimer, de dire ce qu'il souhaite, ce qu'il craint, ce qu'il veut, ce qu'il imagine pour lui et pour ses enfants.

Enfin troisième réponse, la volonté résolue de poursuivre les réformes, car l'immobilité serait probablement le plus grand risque. C'est la raison pour laquelle, lorsque les organisations syndicales et patronales auront avancé et peut-être conclu en matière de transformation de l'assurance-chômage, nous pourrons reprendre leurs travaux et, le cas échéant si elles n'étaient pas arrivées au terme de leurs négociations, les compléter. C'est la raison pour laquelle, nous voulons continuer à transformer l'Etat français, nous voulons frapper vite, frapper fort, agir de manière profonde, faire en sorte en somme que nous restions dans une logique de mouvement et jamais que nous nous enterrions dans une logique d'immobilité.

Vous verrez peut-être et vous avez vu depuis quelques mois des images qui vous paraissent choquantes, elles le sont, de grandes violences. Et là aussi, nous sommes évidemment déterminés à faire prévaloir l'ordre, la loi, les règles et les valeurs de mon pays.

L'année qui commence sera marquée par la poursuite dans les trois domaines que je viens d'évoquer de l'action du Gouvernement français, mais elle sera aussi celle d'un grand rendez-vous qui a beaucoup à voir avec les sujets qui ont été évoqués par les orateurs qui se sont exprimés avant moi, la question européenne, les élections européennes.

Tout d'abord un mot pour dire que ces élections vont se dérouler dans un contexte qui est très particulier. Nous le connaissons ce contexte, nous le vivons, nous ne le formalisons pas toujours et parfois nous préférerions ne pas le voir, mais il est là.

C'est quoi ? C'est d'abord un monde dangereux. Nous vivons dans un monde dangereux, avec des grands Etats qui affirment des volontés de puissance qu'il serait probablement dangereux de ne pas saisir, de ne pas comprendre, de ne pas vouloir les voir en face, avec une instabilité aux frontières de l'Europe qui est manifeste, avec des défis considérables : le défi climatique, le défi migratoire, des inégalités criantes qui parfois se développent à quelques centaines de kilomètres des frontières européennes.

Un contexte aussi marqué par la défiance démocratique sur fond de populismes qui se développeraient, d'ingérences étrangères parfois dans les mécaniques démocratiques, de cyber-attaques, de fake news. La façon dont nous envisageons la démocratie représentative depuis longtemps est en train d'être challengée et peut-être à certains égards d'être transformée. Je me suis souvent posé la question de savoir comment Konrad ADENAUER et le général DE GAULLE auraient gouverné avec des chaînes d'information en continue et Twitter. Je ne suis pas sûr, je ne suis pas sûr qu'ils auraient aimé.

Les enjeux de l'élection européenne qui vient sont je le crois, c'est le sens de l'intervention du président de la République, radicalement neufs. Il ne s'agirait pas en mai 2019 de savoir si nous voulons une Europe un peu plus sociale-démocrate ou un peu plus conservatrice, un peu plus libérale ou un peu plus modérée, ce n'est pas ça l'enjeu des élections européennes. L'enjeu des élections européennes, c'est de savoir si nous voulons développer l'Europe sur les valeurs qui ont permis sa construction, les valeurs qui ont été portées par Konrad ADENAUER et bien d'autres, si nous voulons mettre un terme à cette Europe, ou si – peut-être pire encore – nous voulons construire une Europe sur d'autres valeurs et lesquelles. Et vous voyez bien qu'il ne s'agit pas simplement d'une élection pour déterminer si on va aller – comme on le dirait en France – un peu plus à gauche ou un peu plus à droite. Il s'agit d'une élection pour savoir si une majorité, une stratégie, une alliance est constituable pour défendre l'Europe telle qu'elle a été construite ou, plus exactement, les valeurs qui ont permis de la construire sans être naïf sur les immuables améliorations que nous pouvons porter à la mécanique et au système tel qu'il existe aujourd'hui.

Serons-nous capables Mesdames et Messieurs, citoyens, Etats d'être à la hauteur des défis en matière de sécurité et de défense. Nos alliés traditionnels changent d'approche, ils sont parfois imprévisibles pour certains d'entre eux. Pouvons-nous vraiment dans le monde tel qu'il existe nous satisfaire d'une telle imprévisibilité ? Serons-nous à la hauteur s'agissant de l'innovation de rupture, s'agissant de la volonté, de l'affirmation de puissance commerciale, technologique, industrielle d'un certain nombre de nos partenaires en Asie notamment ? Saurons-nous défendre collectivement nos intérêts commerciaux et industriels ? L'automobile de demain - pour parler d'un secteur qui intéresse au moins autant l'Allemagne que la France, - et singulièrement l'automobile électrique sera-t-elle fondée sur des batteries conçues, développées et construites en Europe ou sur des batteries conçues, développées et qui sait produites ailleurs ? Conserverons-nous la souveraineté de notre appareil industriel ? Ces questions, elles sont posées et je pense que personne ici n'imagine qu'il soit possible d'apporter des réponses satisfaisantes à ces questions dans le seul cadre national. Serons-nous à la hauteur s'agissant de la course et de la compétition en matière spatiale ? Pour prendre un sujet qui intéresse la France et l'Allemagne et sur lequel je m'exprimerai avec prudence, nous satisferions-nous d'une Europe dans laquelle dans 30 ans, il conviendrait pour nos enfants et

pour nous-mêmes de rouler dans des trains construits et conçus par des constructeurs qui ne sont pas européens ?

Ces enjeux-là, nous allons les trancher dans les mois et dans les années qui viennent. Et la question qui nous est posée et qui est une question difficile, redoutable, sensible, c'est de savoir si nous serons à la hauteur des enjeux.

Alors Mesdames et Messieurs, je pense que face à la hauteur de ces enjeux, il faut regarder la réalité avec lucidité, qu'il faut envisager l'Europe avec une ambition considérable. Et au fond, plus le principe de la construction européenne, plus ses fondements sont remis en cause, plus il faut être ambitieux pour cette Union européenne.

Et je voudrais terminer en disant que nous devons toujours la regarder aussi avec les lunettes particulières de notre relation franco-allemande. Si j'ai répondu, Monsieur le président, à votre invitation, c'est parce que la ville de Cologne – vous l'avez compris – m'est chère. C'est parce que la ville de Cologne, Madame le maire, est jumelée avec Lille et que Konrad ADENAUER était de Cologne et que le général DE GAULLE était de Lille. C'est parce que comme vous l'avez dit Monsieur le président, la Chambre de Commerce a été créée dans ce contexte curieux, unique où l'histoire de nos deux peuples s'est entremêlée en s'opposant, en se complétant, en s'enrichissant ou en se détestant mais en existant ensemble. Quel meilleur lieu que Cologne et que cette Chambre de Commerce pour nous appeler, Mesdames et Messieurs, à être à la hauteur des géants qui nous ont précédés.

Il est tout là l'enjeu et il dépend de nous, pas simplement de nous qui sommes dans cette salle, de nos peuples, de nos entreprises, de nos États, de nos collectivités territoriales, il dépend de nous d'être à la hauteur de ces enjeux, je vous le redis.

Et pour véritablement terminer, je voudrais conclure sur deux mots qui sont compréhensibles aussi bien en français qu'en allemand, deux mots qui disent beaucoup de ce qui nous relie, deux mots que chaque français sait partager avec leurs amis et qui sont parfaitement de circonstance : bon appétit.

Merci beaucoup.